



La lettre des administrateurs

CGT

-Groupe La Poste-

Pas de progrès social sans service public

Conseil d'Administration du 30 août 2012 - N° 165

Des comptes semestriels stabilisés au détriment de l'emploi

Comptes consolidés 1^{er} semestre 2012

Les comptes consolidés des 6 premiers mois de 2012 affichent une progression de 0,9 % du chiffre d'affaires.

Malgré une baisse importante du volume courrier due essentiellement à un environnement économique d'austérité, le CA du courrier n'est en diminution que de 1,9 %.

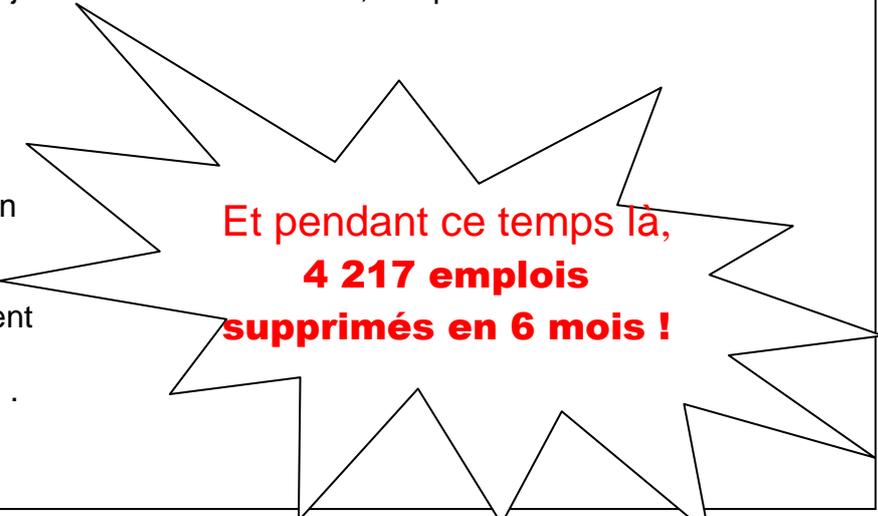
Alors que les personnels ont payé par avance par des suppressions d'emplois gonflées par rapport au trafic, ce sont aujourd'hui les usagers qui trinquent par une forte hausse des prix de 2,9 %. Un coup les personnels, un coup les usagers mais jamais les actionnaires, nous sommes bien loin d'une logique de Service public.

Le secteur du Colis/Express est toujours en croissance de 5,4 % pour les volumes et 7,6 %, pour le chiffre d'affaires.

Le Produit Net Bancaire est stable mais l'exposition aux risques souverains est toujours importante.

Malgré cela, le résultat d'exploitation est de 632 M€ et donc en progression de 25,6%.

Cette situation profite essentiellement aux actionnaires qui percevront 144 millions d'Euros de dividendes. .



**Et pendant ce temps là,
4 217 emplois
supprimés en 6 mois !**

**Les « bons » résultats de La Poste sont dus
essentiellement aux efforts des personnels !**

En regardant les chiffres d'effectifs de plus près, on s'aperçoit que **La Poste a accéléré le rythme de la baisse des effectifs durant le premier semestre 2012 en supprimant 4 217 EAA.**

Ceci montre que, **devant la grave crise sociale qui a atteint son paroxysme l'an dernier, la Direction de La Poste ne recule pas sur sa stratégie.**

C'est dans ce contexte qu'il faut placer les résultats du Groupe sur le premier semestre 2012. Les résultats sont toujours conditionnés par une vision à court terme basée sur la baisse des charges, les suppressions d'emplois et la vente du patrimoine immobilier.



Cette politique n'est absolument pas viable à moyen et long terme et tourne le dos aux principes de Service Public.

Vote * sur les comptes consolidés du 1^{er} semestre 2012

Contre : 5 (3 CGT, 2 SUD)
Abstentions : 2 (1 FO)

Analyse du contexte politique et économique

Le rapport d'activité du 1^{er} semestre 2012 proposé par la Direction du Groupe resitue la situation de La Poste dans le contexte économique financier et politique.

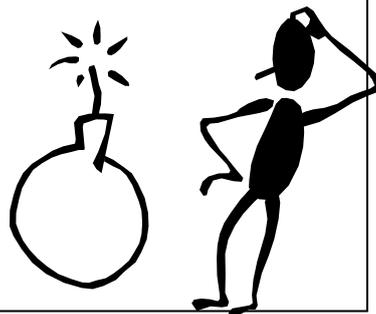
Cette analyse des faits marquants faite par La Poste interpelle les administrateurs salariés CGT. Comment en effet peut-on « *se féliciter du résultat des élections législatives grecques du 17 juin et des soi disant décisions « favorables » prises lors du Conseil Européen de la fin du mois de juin.* » **Inadmissible !**

En effet, si le cycle infernal des coupes claires dans les budgets publics, l'abaissement du coût du travail plutôt que les frais financiers, les dérèglementations en tous genres n'est pas interrompu, la situation continuera de se dégrader sous l'effet d'une croissance anémiée.

Faire rendre gorge au peuple grec, pressurer les espagnols, les portugais ou les italiens avant que vienne le tour des français et des allemands ; vouloir maintenir un système totalement soumis aux marchés financiers sont des actions politiques qui nous mènent au désastre alors que le besoin d'alternative comme donner un autre rôle à la Banque Centrale Européenne n'a jamais frappé aussi fort à la porte .

Comme ceux qui tiennent les rênes de la zone euro, les dirigeants de La Poste assistent à son implosion en restant arc-boutés sur des dogmes idéologiques.

Tous les signes extérieurs de la déflagration sont en place, à commencer par le jeu des spéculateurs, ceux que La Poste et les représentants de l'Etat appellent benoîtement « les marchés », or si rien ne change, la question ne sera pas de savoir si la zone euro va exploser, mais quand ?



Qualité de Service

Selon le président de la Poste « *la qualité de service attendrait un niveau historique* » au courrier, dans le colis express et à l'Enseigne.

Ces dires mensongers sont confirmés par les directeurs métiers !

- **87 % de courrier en J + 1**
- **94 % de satisfaction au colis**
- **94 % de satisfaction à l'enseigne**

Le rapport d'activité fait même état de 2 minutes 20 secondes pour une durée moyenne d'accès à un guichet !

Dès lors on peut s'interroger sur la manipulation des indicateurs.

Mais quelle est la question posée ?

« *On ne demande pas, ce qu'ils pensent de l'attente, mais s'ils sont satisfaits de la rapidité de l'opération* ».

Ceci explique donc cela !

Les administrateurs salariés CGT, postiers avant tout, très attachés à leur entreprise et aussi usagers de La Poste ne demandent qu'à y croire, hélas la réalité est toute autre.

Ils ont invité l'ensemble des administrateurs à se rendre dans des bureaux et en particulier, ceux situés en ZUS pour vérifier par eux-mêmes la véracité des chiffres de qualité de service annoncés par La Poste.



Solidarité avec les peuples européens

Opposée à la ratification par la France du traité européen quelle que soit la procédure utilisée, la CGT exprime sa solidarité avec tous les salariés européens qui du Portugal à la Grèce en passant par la Belgique et l'Espagne, sont en lutte contre les politiques d'austérité et de régression sociale que l'on veut leur imposer sous le diktat de la Commission Européenne et des marchés financiers

Avenant à l'accord cadre La Banque Postale / La Poste

Il s'agissait de réactualiser le « *coût des opérations de guichet réalisées dans le réseau des points de contact de La Poste au nom et pour le compte de La Banque Postale* »

La facturation est revue à la baisse en 2012, pour des raisons obscures mais cette décision entérine sur le fond la segmentation de La Poste par métier !

Vote * pour l'actualisation du coût de la minute

Contre : 3 (CGT)
Abstentions : 2 (SUD)

* Seul apparaît le vote des OS ayant donné autorisation

CESSIONS // AQUISITIONS

CESSIONS : Les cessions du patrimoine pour les 6 premiers mois 2012 atteignent la valeur de 125 millions d'euros, soit 1 milliard d'euros sur les 5 dernières années.

La cession de la PIC de Rennes est donc toute naturelle pour la Poste via Postimmo. Cette PIC rejoint les précédentes (12 au total) au sein de l'OPCI. Organisme de Placement Collectif Immobilier créé en 2008 au prétexte de valorisation financière du patrimoine industriel et où La Poste détient seulement 18 % de parts.

Au prétexte que le loyer reviendrait moins cher au métier du courrier, c'est une partie du patrimoine qui est ainsi bradé !

ACQUISITIONS : Comme pour les cessions, les acquisitions et fusions se multiplient.

2 projets devaient être présentés lors de ce CA, un par La Banque Postale et l'autre par GEOPOST.

Le 1^{er} a été retiré de l'ordre du jour pour dossiers non clos, mais dont la presse se fait l'écho depuis plusieurs mois !

Le second une acquisition à l'international (encore une !) était loin de faire l'unanimité des administrateurs, y compris autres que salariés. Trop d'interrogations, trop d'incertitudes, trop de risques sur ce projet dont le vote a été ajourné. Un accord de principe a été donné, pour une présentation plus complète lors d'un prochain CA.

A vouloir trop en faire, les directeurs de métier s'empressent de constituer des projets au prétexte du développement de La Poste et ce, toujours au détriment des personnels qui chaque jour voient leurs conditions de travail se détériorer.

Investir, oui il le faut et plus que jamais tant dans les hommes que dans les outils car cela devient vital pour le développement du service public de La Poste, le personnel et les usagers.

Le Grand Dialogue débouche sur un plan de communication éhonté.

Aucune information n'était prévue sur cette question dans l'ordre du jour du Conseil d'Administration qui

est censé être le lieu de gouvernance où se discutent les questions politiques et stratégiques du groupe.

Il fallait certainement préserver le plan de communication éhonté de la Direction de La Poste sur les soi disant « 5 000 recrutements supplémentaires », mais les postiers qui savent compter ont vite compris que ces propositions créaient un solde

d'emplois encore plus négatifs qu'en 2011.

Le pire étant encore à venir puisque les futurs recrutés seront dans les années qui viennent loin de l'être tous en CDI. Il est en effet prévu plusieurs milliers d'emplois « contrats nouvelle génération », avec la flexibilité de l'emploi qui est déjà dans les chantiers proposés par Jean Kaspar.

Les administrateurs CGT du groupe La Poste
Bernard DUPIN – Sylvie FEOLA – Michel LERSY

Prochain CA le 4 octobre 2012